



Conseil économique et social

Distr. limitée
9 décembre 2013
Français
Original: anglais

Commission économique pour l'Europe

Réunion des Parties à la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement

Groupe de travail des Parties

Dix-septième réunion

Genève, 26-28 février 2014

Point 7 de l'ordre du jour provisoire

Promouvoir l'application des principes de la Convention dans les instances internationales

Projet de décision visant à promouvoir l'application des principes de la Convention dans les instances internationales

Document établi par le Bureau

Résumé

Le présent document, établi par le Bureau de la Réunion des Parties à la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, contient un projet de décision visant à promouvoir l'application des principes de la Convention dans les instances internationales. Conformément à son mandat consistant à «formuler à l'intention de la Réunion des Parties les propositions et recommandations qu'il juge nécessaires pour la réalisation des buts de la Convention» (ECE/MP.PP/2/Add.15, par. 2 d)), à sa seizième réunion (Genève, 19-21 juin 2013), le Groupe de travail des Parties a demandé au Bureau d'élaborer un projet de décision visant à promouvoir l'application des principes de la Convention dans les instances internationales aux fins d'examen, de révision et d'approbation par le Groupe de travail et de soumission pour examen à la cinquième session de la Réunion des Parties (Maastricht, Pays-Bas, 30 juin-2 juillet 2014).



Le document est fondé sur la décision IV/3 portant sur la même question, le résultat des travaux sur ce thème réalisés sous les auspices du Groupe de travail durant l'intersession et la note du Président de la séance thématique sur la participation du public dans les instances internationales (AC/WGP-16/Inf.5) soumise à la seizième réunion du Groupe de travail.

Le document a entre-temps été distribué aux Parties et aux parties prenantes pour consultation¹. Le Bureau a examiné ce document à sa trente-deuxième réunion (2 et 3 décembre 2013) et soumet le présent projet en vue d'un examen complémentaire par le Groupe de travail, qui devrait l'approuver à sa dix-septième réunion et le soumettre à la Réunion des Parties pour examen à sa cinquième session.

¹ Aucune proposition d'ordre rédactionnel n'avait été reçue de Parties ou de parties prenantes avant la trente-deuxième réunion du Bureau (2 et 3 décembre 2013). Les observations qui seront reçues pourront être consultées à l'adresse <http://www.unece.org/env/pp/aarhus/wgp17.html> (Statements and comments).

La Réunion des Parties,

Rappelant le paragraphe 7 de l'article 3 de la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (Convention d'Aarhus),

Rappelant aussi ses décisions II/4, III/4 et IV/3 visant à promouvoir les principes de la Convention dans les instances internationales, V/... sur le plan stratégique pour 2015-2020 et V/... sur le programme de travail pour 2015-2017,

Consciente du fait qu'il importe de mieux comprendre les difficultés rencontrées et les bonnes pratiques retenues par les instances internationales en ce qui concerne la participation du public à leurs travaux en poursuivant l'échange des données sur l'expérience acquise avec les instances internationales dans le cadre de la Convention,

Relevant avec satisfaction l'augmentation du nombre d'instances internationales intéressées sollicitant l'assistance spécialisée du secrétariat et des Parties sur ce sujet,

Reconnaissant les progrès accomplis par les Parties, les organisations internationales, les institutions financières internationales, les organisations non gouvernementales et d'autres parties prenantes dans la promotion de l'application des principes de la Convention,

Constatant qu'une assistance spécialisée constitue un outil fort utile pour promouvoir les principes de la Convention et partager directement et efficacement l'expérience considérable accumulée dans le cadre de la Convention d'Aarhus,

Considérant qu'il reste encore beaucoup à faire pour appliquer le paragraphe 7 de l'article 3 de la Convention,

1. *Prend note avec satisfaction* des travaux réalisés sous les auspices du Groupe de travail des Parties, qui a fourni aux différentes parties prenantes un cadre leur permettant de traiter efficacement un certain nombre de questions importantes;

2. *Exprime* sa gratitude à la France pour le rôle de chef de file qu'elle a constamment assumé dans ce domaine d'activité;

3. *Réaffirme* sa volonté de continuer d'appliquer les Lignes directrices d'Almaty sur les moyens de promouvoir l'application des principes de la Convention d'Aarhus dans les instances internationales (énoncées dans la décision II/4) dans le cadre des activités mises en œuvre et des organes subsidiaires constitués en vertu de la Convention;

4. *Décide* de poursuivre les travaux visant à promouvoir l'application des principes de la Convention dans les instances internationales sous l'autorité du Groupe de travail des Parties;

5. *Prie* chacune des Parties:

a) De prendre des mesures concrètes propres à promouvoir au niveau national la participation du public tant aux processus décisionnels internationaux qu'aux travaux des organisations internationales en matière d'environnement, compte tenu des dispositions applicables des Lignes directrices d'Almaty;

b) D'assurer une coordination régulière à l'intérieur des ministères et entre ceux-ci afin que les fonctionnaires qui participent aux travaux d'autres instances internationales compétentes soient informés des dispositions du paragraphe 7 de l'article 3 et des Lignes directrices d'Almaty;

c) D'envisager des moyens novateurs d'améliorer l'accès à l'information et la participation de sa propre population aux travaux des instances internationales, d'évaluer l'efficacité de ces pratiques et de faire part de ses évaluations à d'autres Parties;

d) De prendre, séparément ou en collaboration avec d'autres Parties, Signataires ou gouvernements partageant les mêmes vues, des dispositions visant à promouvoir les principes de la Convention dans les procédures d'autres instances internationales et dans les programmes de travail, projets, décisions, instruments et activités de fond des instances dont les pratiques ne sont, actuellement, pas conformes aux Lignes directrices ou aux principes de la Convention;

e) D'envisager de fournir à d'autres Parties, Signataires ou gouvernements intéressés une assistance spécialisée quant aux bonnes pratiques susceptibles de faciliter une participation plus efficace du public aux instances internationales, notamment lorsqu'il est question d'accueillir d'importantes réunions internationales;

6. *Demande* au Groupe de travail des Parties:

a) De tenir périodiquement, en fonction des besoins, une séance thématique consacrée à la promotion des principes de la Convention dans les instances internationales en tant que point de l'ordre du jour de ses réunions, en vue:

i) De donner aux Parties, aux Signataires et à d'autres parties prenantes une occasion de faire part de leurs inquiétudes et d'échanger des vues sur les bonnes pratiques et les difficultés rencontrées dans le contexte de la promotion de l'application des principes de la Convention auprès des instances internationales auxquelles les Parties ou les parties prenantes accordent une attention prioritaire, notamment au moyen de consultations et d'enquêtes par voie électronique;

ii) De suivre les progrès réalisés et les problèmes rencontrés par les différentes Parties dans la mise en œuvre du paragraphe 7 de l'article 3;

b) S'il estime qu'une ou plusieurs questions précises méritent un examen plus approfondi, d'organiser, ponctuellement, un atelier ou une autre manifestation sur ce thème et/ou de charger un consultant ou un groupe d'experts d'étudier la question et de rendre compte de ses conclusions au Groupe de travail des Parties;

c) De superviser la collecte et la diffusion de données concernant les bonnes pratiques et les initiatives novatrices en matière de promotion des principes de la Convention par le biais de la base de données en ligne sur les bonnes pratiques d'Aarhus;

d) Sous réserve que des ressources soient disponibles, de dresser un bilan au niveau mondial des outils et mécanismes participatifs de consultation du public sur les processus décisionnels internationaux et d'en faire connaître les résultats aux Parties, aux parties prenantes et aux instances internationales intéressées;

7. *Charge* le secrétariat de fournir sur demande une assistance spécialisée, notamment, selon que de besoin, en formulant des observations sur des projets de documents et en faisant en sorte que des experts se rendent à des réunions ou autres manifestations organisées par des instances internationales, à des activités de formation, et des ateliers, dans des centres d'apprentissage ou d'autres lieux d'échanges:

a) Aux instances internationales intéressées désireuses de rendre leurs procédures plus transparentes et participatives;

b) Aux Parties désireuses de mettre en place des outils ou des mécanismes visant à aider le public à participer plus efficacement aux travaux des instances internationales, notamment lorsque ces Parties accueillent une conférence importante d'une instance internationale;

8. *Invite* les Parties, les Signataires, les organisations internationales et autres à prévoir des fonds suffisants:

a) Au niveau national, pour faciliter la participation du public avant, pendant et après les réunions et manifestations d'instances internationales;

b) Au niveau international, pour aider les instances internationales à promouvoir une participation plus efficace du public à leurs projets, procédures et politiques;

c) À allouer au programme de travail de la Convention afin de soutenir les activités sur ce thème, notamment l'assistance spécialisée du secrétariat et ses activités de renforcement des capacités, afin qu'il puisse répondre utilement à la demande constante attendue;

9. *Se félicite* de l'offre de [...] de [continuer à] diriger les travaux destinés à promouvoir l'application des principes de la Convention dans les instances internationales.
